



La Fonction publique ne peut plus attendre !

Ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas compris la politique menée par le gouvernement qu'une partie des français l'ont sanctionné mais parce qu'ils n'ont pas les réponses à leurs questions majeures notamment en matière d'emploi et de pouvoir d'achat.

Le signal envoyé était donc celui de la nécessité d'un changement de cap. Les citoyens, et particulièrement les jeunes, attendaient des mesures leur permettant de vivre mieux et d'avoir des perspectives d'avenir.

En proposant aujourd'hui le Pacte de responsabilité et de Solidarité, la feuille de route de ce nouveau gouvernement reste inscrite dans le droit fil des politiques d'austérité.

Même si le discours s'est voulu rassurant à l'égard de notre modèle social, la baisse des dépenses publiques ne permettra pas de le conforter.

Le Pacte n'offre toujours aucune garantie en matière de création d'emplois. La politique de l'offre n'est pas un gage d'efficacité et ne sert généralement pas l'emploi. Quant aux revenus les plus modestes, s'il est juste de leur donner un coup de pouce, la baisse des cotisations sociales annoncée en leur faveur aura peu d'impact. Et les autres salariés, du public comme du privé, devraient encore attendre...

Ce n'est pas acceptable !

Le deal qui consiste à prendre sur les investissements publics pour financer d'hypothétiques emplois est un leurre. Et le premier ministre n'a pas aujourd'hui levé le voile sur les mesures concrètes qui seront prises pour faire les économies qu'il annonce.

Il n'a pas fait l'exercice de «vérité» qui consiste à dire aux citoyens que moins de dépenses publiques, c'est au final moins de protection sociale, moins de santé, moins d'éducation, moins de culture, moins de justice...

Il voudrait faire croire que l'«effort (sera) partagé par tous» mais une fois encore cela consiste à ce que ce soit encore sur l'Etat, les collectivités locales et l'assurance maladie que se fassent les économies...donc sur les usagers et les agents de la fonction publique.

Baisser les cotisations se traduira par une difficulté de financement de la protection sociale et de fait une baisse de prestations. Le risque de fragilisation de la protection sociale est immense comme celui que s'éloigne un peu plus les objectifs d'égalité et justice sociale.

Contrairement à cela, la FSU considère que l'ensemble des services publics, la Fonction publique, doivent être mobilisés pour répondre à la crise et aux enjeux d'avenir.

Le développement de services publics de qualité est un impératif. L'Etat et les collectivités locales doivent pouvoir jouer mieux leur rôle sur l'ensemble du territoire.

L'annonce de la suppression de la clause de compétence générale, de la réduction du nombre de de régions et d'institutions rajoutent à la confusion à un moment où des projets de loi sur la décentralisation sont toujours en cours d'examen.

La FSU prévient qu'elle n'acceptera pas qu'une telle restructuration institutionnelle soit l'occasion de faire des économies ni de réduire encore les prérogatives de l'Etat.

Quant aux agents de la Fonction publique, qui représentent 20% de l'emploi dans notre pays, ils attendent du gouvernement la reconnaissance du rôle qu'ils jouent dans notre société bien au-delà de l'hommage rendu aujourd'hui par le premier ministre.

Ils veulent entendre l'engagement du gouvernement de mettre fin au gel du point d'indice et d'améliorer leurs conditions de travail (création d'emplois de qualité correspondant aux besoins, élévation de leur qualification, développement de la formation...).

La politique de l'emploi et des salaires des agents de la fonction publique est de la responsabilité du gouvernement.

Le dialogue social consiste aussi à entendre les organisations syndicales.

La FSU attend des réponses claires aux exigences qu'elle porte.

Elle demande au gouvernement de faire cesser un suspense qui n'a que trop duré et de dire les mesures précises qu'il compte engager.

Parce qu'il est urgent que le gouvernement entendent les salariés, les chômeurs, les retraités et les jeunes, la FSU les appelle à se mobiliser, dans l'unité syndicale la plus large possible, dès le 1^{er} mai. Le 3 juin sera aussi un rendez-vous majeur pour défendre de meilleures conditions d'existence aux retraités.

La FSU appelle les agents de la Fonction publique à participer massivement à la journée nationale d'action unitaire le 15 mai prochain pour défendre l'avenir de la Fonction publique et la revalorisation salariale de tous les agents de la fonction publique.

Les Lilas, le 08 avril 2014